

Il n'existe plus de frontières, soit dans les airs, soit sur terre ou sur mer. Il nous faut donc nous unir pour protéger notre patrie des attaques qui peuvent venir.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

M. J. C. LANDERYOU (Calgary-Est): Monsieur l'Orateur, le président Lincoln déclara, au moment de la guerre civile, qu'il avait deux ennemis, l'armée des confédérés et la finance, et que des deux c'était la finance qu'il craignait le plus. Il ne craignait pas l'armée des confédérés autant que la finance à l'arrière, et je dis que nous sommes dans la même situation aujourd'hui. Je ne crains pas Hitler autant que je crains la finance. Dans Hitler nous avons un dictateur politique, mais dans la finance nous avons une dictature encore pire, plus cruelle et plus destructive de notre bien-être social et économique que toute dictature politique pourra jamais l'être. Je dois donc rappeler au Gouvernement et au ministre suppléant des Finances (M. Ilsley) qu'ils devront prendre toutes les précautions nécessaires afin d'empêcher la finance de détruire l'organisation sociale et économique plus qu'elle ne l'a fait dans le passé.

Nous avons clairement exposé notre attitude à ce sujet. J'ai pris connaissance avec intérêt des manchettes que l'on trouve en tête des journaux dans tout le Canada aujourd'hui. En voici une:

Nouvelles augmentations d'impôts pour acquitter la dette de guerre du Canada

Inscription pour service volontaire dans le Dominion

En voici une autre:

Programme qui consiste à payer au jour le jour. On insistera sur l'égalité de sacrifices

Après avoir écouté l'exposé budgétaire, j'en suis venu à la conclusion que les déclarations ainsi faites au peuple canadien sont absolument fausses, parce que la politique financière du Gouvernement actuel ne comporte pas l'égalité de sacrifices. Nous allons surveiller étroitement la ligne de conduite suivie par le Gouvernement, et s'il désire notre collaboration et notre appui il l'obtiendra aux conditions que nous avons posées, en suivant une politique de véritable service national. Examinons maintenant la politique qui consiste à payer au jour le jour. Je ne trouve absolument rien dans le discours du budget qui indique l'égalité de sacrifices. Je n'y vois aucune différence fondamentale entre la politique suivie par le Gouvernement actuel et celle du gouvernement qui dirigea les

[Mme Black.]

affaires du pays de 1914 à 1920, politique d'emprunt et d'impôts. Ces impôts ne sont pas appliqués d'une manière équitable; du moins je ne vois rien de ce genre dans l'exposé fait cet après-midi.

Nous avons demandé au Gouvernement d'établir la conscription de la finance, du capital humain et de l'industrie, parce que nous sommes d'avis que la justice, l'égalité de sacrifices et l'efficacité nécessitent la conscription générale. Par conscription de la finance nous n'entendons pas la conscription des économies du peuple que représentent les dépôts d'épargnes. Le ministre a déclaré qu'il n'entend pas emprunter les épargnes du peuple. Il n'avait certainement pas besoin de faire cette déclaration à la Chambre. Les honorables députés savent à quoi s'en tenir au sujet des épargnes du peuple dans les banques canadiennes. Les dépôts à l'épargne représentent une somme d'environ deux milliards et demi, et le nombre des déposants est de plus de quatre millions, mais 8 p. 100 de ce nombre contrôlent 76 p. 100 des dépôts, et 24 p. 100 seulement des dépôts sont la propriété ou sont sous le contrôle de 92 p. 100 des déposants. De fait, voici quelle est la situation pour ce qui est des épargnes en ce pays: il y a 3,797,000 dépôts de \$1,000 ou moins, et d'après le gouverneur de la Banque du Canada la valeur en dollars des dépôts qui entrent dans cette catégorie est de 452 millions de dollars. La moyenne de ces dépôts s'établit à \$117. Nous savons que la plus forte partie des dépôts d'épargnes dans ce pays est entre les mains de quelques individus. Nous ne demanderons jamais que les économies, accumulées au cours des années par la majorité des déposants, soient confisquées ou saisies sous un prétexte quelconque. Ce gens n'en ont pas eu suffisamment dans le passé; pour quelle raison tenterions-nous de leur enlever le peu qu'ils ont à l'heure actuelle? De plus, la chose ne saurait se faire, car les affaires ne marcheraient pas.

Il est donc insensé de prétendre à cette heure qu'il y a assez d'argent entre les mains du peuple sous forme d'épargnes pour financer les frais d'une grande guerre.

Les frais de la dernière guerre ont été financés grâce à la création pure et simple d'argent par les banques du pays et, en dernier ressort, cet argent est devenu les économies du peuple. Des obligations furent données aux banques particulières; ces dernières émirent du crédit de sorte qu'elles ont usurpé le pouvoir qui appartient au Parlement d'avoir la haute main sur l'émission de l'argent et du crédit. Nous prétendons qu'il faut enlever ce pouvoir des mains des particuliers; il faut que l'Etat émette l'argent et le crédit et qu'il réglemente ces émissions suivant les besoins des particu-